

Espace, agentivité et accueil des étudiants étrangers au Canada : les cas de Montréal et de Toronto (1950-1968)

Autor(en): **Postras, Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **25 (2018)**

Heft 1: **Attraktive Orte zur Aufnahme ausländischer StudentInnen =
Accueillir l'étudiant.e étranger.ère**

PDF erstellt am: **27.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-772393>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Espace, agentivité et accueil des étudiants étrangers au Canada

Les cas de Montréal et de Toronto (1950–1968)

Daniel Poitras

Contrairement à plusieurs pays européens, le Canada, fondé en 1867, n'a pas été un pôle d'attraction pour les étudiants étrangers avant le milieu du 20^e siècle. C'est à partir de cette période que les premières formes d'accueil un tant soit peu organisées ont été mises en place grâce à l'initiative de divers acteurs, en particulier les organisations locales et internationales, la communauté urbaine, les étudiants canadiens et, bien sûr, les administrations universitaires. Malgré la présence, à partir de 1949, d'une structure nationale, nommée «Friendly Relations with Overseas Students» (FROS), chargée de coordonner les initiatives à l'égard des étudiants étrangers partout dans le pays, chaque milieu universitaire était autonome pour gérer l'accueil et l'intégration. Cet ensemble relâché, qui reflétait à petite échelle la difficulté de mettre en place des structures globales dans une fédération où les provinces bénéficient d'une large autonomie, a néanmoins l'avantage, pour le chercheur, de présenter des cultures d'accueil diversifiées. L'étude de ces cultures se prête bien à une comparaison dynamique, c'est-à-dire en prenant en compte l'historicité des objets au sein de leur contexte spécifique,¹ de différents éléments, qu'il s'agisse de la langue, des populations immigrantes, des confessions religieuses, des influences européennes et américaines, des traditions bureaucratiques, des mouvements sociaux, etc.

Je comparerai dans cet article l'accueil des étudiants étrangers à l'University of Toronto (UofT), située dans la province de l'Ontario, et à l'Université de Montréal, située au Québec, deux pôles attractifs pour les circulations étudiantes, mais dont l'évolution des structures d'accueil a suivi des chemins différents.² Alors qu'à l'UofT, les étudiants étrangers ont eu accès à des services et, plus encore, à des espaces privilégiés dès le début des années 1950, ceux de l'Université de Montréal (UdeM) en étaient largement privés. Cette disparité m'a amené à poser la question de l'adaptation des étudiants étrangers et, en particulier, du déploiement de leur agentivité dans ces deux contextes.³ Je soutiens que l'une des clefs pour comprendre ces deux trajectoires est le rapport à l'espace, à la fois social (les interactions, les barrières sociales), physique (le construit, les lieux) et symbolique (la narration). A Toronto, le FROS local – à distinguer du

FROS national évoqué plus haut – malgré de multiples changements d'adresse, a bénéficié d'un espace physique où accueillir les étudiants et créer un milieu de vie où administrateurs, étudiants locaux et étudiants étrangers, en plus de se côtoyer au quotidien, ont participé à la gestion et au développement du milieu. A Montréal, l'association Cosmopolis, qui regroupait des étudiants étrangers de l'UdeM, n'a eu accès qu'à un minuscule local, ce qui a déterminé le type de participation générée, puisqu'en l'absence d'un espace physique, les étudiants étrangers ont investi un espace symbolique fortement politisé en revendiquant un pouvoir étudiant spécifique à leurs besoins.

Les enjeux, débats et conflits liés à l'accueil, sur lesquels je me pencherai particulièrement, constituent une entrée privilégiée pour étudier ces modalités d'utilisation de l'espace (ou de discours sur l'espace) par les administrations et les étudiants étrangers. Je décrirai d'abord les rouages de l'accueil dans les deux universités pour ensuite aborder l'enjeu de la création d'une maison internationale. Je parlerai ensuite des types d'appropriations de l'espace par les étudiants étrangers en fonction de la présence ou de l'absence de structures en place. Je terminerai en montrant les conséquences de ces appropriations sur l'affirmation culturelle et les revendications politiques des étudiants étrangers.

Les structures d'accueil

Si un bassin critique d'étudiants étrangers est un facteur important du développement des services aux étudiants étrangers dans un milieu universitaire, le nombre n'explique pas tout.⁴ Dans les cas qui nous intéressent, la diversité culturelle locale a joué un rôle déterminant. L'immigration était de fait beaucoup plus importante en Ontario à cette époque, qui recevait chaque année deux à trois fois plus d'immigrants que le Québec.⁵ Cette diversité se vérifiait également chez les élites et dans le milieu universitaire torontois, où plusieurs membres du personnel administratif et du corps professoral étaient issus de l'immigration et manifestaient plus de sensibilité aux enjeux de l'accueil et de l'intégration. Certains des professeurs de l'Europe de l'Est qui avaient fui la guerre ou les totalitarismes s'étaient retrouvés au Canada et certains s'étaient vu attribuer des postes à l'UofT.⁶ Toronto possédait également une tradition de soutien aux immigrants, notamment à travers des missions à caractère social et confessionnel comme le Toronto Welfare Council, le Council of Friendship, l'Ethnic Press Club ou le Toronto Settlement, inauguré au cours des années 1910 et qui offrait soutien, cours et ateliers aux nouveaux venus.⁷

La création du comité national du FROS en 1949–1950 reflétait ces influences et le rôle déterminant de la communauté, notamment les clubs Rotary, qui joueront

la figure de mécènes et se montreront des hôtes particulièrement dévoués (et intéressés) aux étudiants étrangers. En 1951, à Toronto, c'était au tour du FROS local de voir le jour. Bien que rattachée à l'université, cette structure ne bénéficiait que d'une participation restreinte de cette dernière, qui se chargeait de l'entretien des locaux et du paiement du salaire de la seule employée, Kay Riddell. Cette dernière déploiera une énergie extraordinaire pour assurer la survie du FROS et en faire un milieu de vie qui marquera, pendant plus de 20 ans, plusieurs milliers d'étudiants étrangers à Toronto. C'est grâce à Kay Riddell que l'organisation mettra rapidement en place des structures d'accueil efficaces qui seront discutées, imitées ou émulées partout en Amérique du Nord.

Riddell se souviendra du premier étudiant étranger à lui rendre visite dans le petit local de FROS: il s'agissait de Bosko Lancarevic, qui avait franchi le pas de la porte et lui avait demandé, incertain: "I am an overseas student. Are you going to be friendly?"⁸ Avant ce premier contact humain, l'une des toutes premières tâches du FROS était de planifier l'accueil des étudiants à leur arrivée à Toronto. Pour faciliter le processus, l'organisation envoyait un carnet à chaque étudiant étranger avant son départ afin qu'il inscrive les informations relatives à son voyage, au jour et à l'heure de son arrivée. Au fil des ans, le matériel expédié allait se diversifier et inclure des brochures gouvernementales sur l'entrée au Canada et sur l'histoire du pays. Le FROS réussira en plus à sensibiliser les étudiants locaux qui, de leur propre initiative, amorceront des correspondances avec les futurs étudiants étrangers.

Une fois arrivé à l'aéroport de Toronto, l'étudiant était accueilli à un kiosque par des volontaires. Le processus, peaufiné au fil des ans, combinait les efforts du World University Service (WUS), de l'Overseas Student Association (OSA) et du FROS, qui mobilisait à cet effet les étudiants locaux et étrangers déjà sur place. En 1962–1963, il y avait 75 étudiants canadiens et 25 étudiants étrangers qui se relayaient au kiosque à l'aéroport. La compilation des données permettait de savoir précisément qui venait et à quel moment. Par la suite, un autre étudiant, idéalement du même pays que le nouveau venu, le prenait en charge pour l'hébergement immédiat et, le lendemain, l'introduisait à l'université et particulièrement au FROS. Peu de temps après, l'étudiant pouvait bénéficier de sessions de formation pour l'initier à la vie canadienne. On avait cependant vite constaté que celles-ci étaient insuffisantes. Il semblait plus pertinent d'organiser des sessions d'orientation informelles au sein de petits groupes. Cette approche reflétait d'ailleurs plus l'esprit que le FROS cherchait à mettre en place et que Kay Riddell décrivait comme une «[i]nformal friendly atmosphere created in all kinds of ingenious and imaginative ways».⁹

Un des dilemmes qui s'étaient rapidement posés aux responsables concernait la vocation du FROS: s'agissait-il d'un milieu de vie ou d'un bureau de services?

L'organisation avait d'abord pleinement misé sur l'offre de services. Dans une brochure de 1952, on mettait en scène l'organisation qui répondait positivement à un étudiant étranger qui s'interrogeait à propos des possibilités de trouver un emploi à temps partiel, un logement et même une amoureuse.¹⁰ Mais le FROS allait s'éloigner graduellement de ce type de discours. Sous la direction de Kay Riddell, l'offre de services et sa mise en pratique allaient être intégrées dans un milieu de vie qui ne devait en aucun cas être assimilé à un lieu administratif. Lors d'une visite à la Maison internationale de l'University of British Columbia (UBC) à Vancouver, Riddell avait pu constater que, malgré de vastes salles bien décorées, la «vie» manquait: il n'y avait personne pour accueillir à la porte et les bureaux étaient introuvables et lointains, ce qui ne permettait pas aux responsables «to get to know students on a personal basis which makes practical help natural and easy». Pis encore, la proportion d'étudiants étrangers (30 pour cent) membres de la maison à l'UBC ne favorisait pas, selon elle, un milieu de vie propice à l'interaction. Le FROS, de son côté, était en contact avec environ 900 étudiants qui se rendaient sur place régulièrement, dont 75 pour cent d'étudiants étrangers, en plus d'organiser des activités qui regroupaient pour moitié des étudiants locaux et pour moitié des étudiants étrangers.¹¹

S'il cherchait à être davantage qu'un pourvoyeur de services, le FROS allait devenir, par la force des choses – et à cause des insuffisances de l'administration centrale – un centre de liaison pour plusieurs services universitaires: “FROS is no job service or rent service, but it still does both because of its vast number of connections and an unlimited amount of ingenuity.”¹² La force de l'organisation était effectivement son vaste réseau communautaire, développé lentement et non sans labeur, qu'il s'agisse d'éventuels logeurs ou employeurs, de groupes religieux, d'organisations philanthropiques ou de familles disponibles pour accueillir, le temps d'un week-end ou davantage, les étudiants étrangers. Le FROS était également en étroite relation avec les administrations universitaires, provinciales et fédérales, afin d'éclairer et parfois de défendre les étudiants étrangers dans les dédales bureaucratiques. Puisque le FROS avait su tisser des liens de confiance avec les étudiants étrangers, notamment grâce à un espace organisé comme milieu de vie, l'offre de services apparaissait à plusieurs étudiants comme des perches tendues pour s'impliquer dans la vie locale. Les rapports interpersonnels étaient décisifs dans ce processus d'immersion. Lors d'une consultation sur le futur du FROS, un étudiant indien déclarait: “Personal approach to the foreign student is the only way to interest him.”¹³

A l'UdeM, les étudiants étrangers étaient eux aussi accueillis à l'aéroport, mais n'étaient pas les objets, par la suite, d'une attention particulière. A partir de 1954, il y avait bien les «Amitiés universitaires», créées sous l'impulsion de l'organisation catholique Pax Romana,¹⁴ qui s'occupait spécifiquement des

nouveaux venus, mais il s'agissait d'un club social sans fonction précise et dont les rencontres étaient espacées. Le plus souvent, ses activités se limitaient à organiser des thés-causeries sur l'amitié internationale ou les valeurs de la civilisation, ou des soirées «mixtes» dans un esprit de bonne entente chrétienne où les croyants de diverses confessions étaient invités à discuter entre eux. Il s'agissait, selon les mots de sa secrétaire, d'«assurer aux hommes et étudiants de toutes les nations, de toutes les races et de toutes les religions le respect et les droits dont Dieu a doté la personne humaine». ¹⁵ Cette présence de Pax Romana n'est pas étonnante; à l'extérieur du campus, les organisations catholiques, par exemple le Conseil des Œuvres de Montréal, étaient parmi les seules à s'intéresser aux immigrants. ¹⁶

En 1957, on avait noté un accroissement et une diversification des activités des Amitiés universitaires, ce qui correspondait à leur repositionnement sur l'échiquier associatif: le groupe était devenu un sous-comité du dynamique comité des Relex (Relations extérieures) de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM). Ce déplacement indiquait déjà que les sphères d'activités des étudiants étrangers allaient être étroitement reliées à celles du monde associatif et plus précisément à celles de la puissante AGEUM. Un an plus tard, les étudiants étrangers s'étaient appropriés le club et avaient «organisé définitivement le conseil de direction des Amitiés universitaires», ¹⁷ ce qui avait mené à la création, en 1959, de Cosmopolis, comité associé à – mais relativement indépendant de – l'AGEUM, et dont le mandat principal était de représenter les étudiants étrangers.

Au début des années 1960, un service propre aux étudiants étrangers offert par l'administration devait finalement voir le jour à l'UdeM, qui n'avait pas pu bénéficier, comme le FROS, de la communauté locale pour soutenir une telle initiative. A la suite de l'accueil à l'aéroport, l'étudiant était guidé dans la ville par des étudiants bénévoles locaux et pouvait désormais venir «consulter», dans un bureau consacré à cet effet, le responsable de l'accueil, un étudiant embauché par l'administration. Mais certains problèmes s'étaient vite présentés. Plusieurs étudiants étrangers se plaignaient de la froideur et du désintérêt des bénévoles chargés de l'accueil, notamment à propos de leur soutien pour trouver un logement. Certaines difficultés provenaient également du manque de coordination entre les instances de l'université, ce qui minait la crédibilité du service d'accueil. A un étudiant laotien qui lui avait demandé s'il y avait de nouveaux étudiants de sa nationalité inscrits cette année, le responsable du service avait répondu qu'il l'ignorait. L'étudiant devait découvrir par hasard au cours de l'année qu'il y avait en fait quatre nouveaux inscrits. Plus largement, le fait de privilégier l'intervention ponctuelle plutôt que l'attention soutenue renforçait, sur le campus, la représentation de l'étudiant étranger comme un «autre» particulièrement

dépendant du soutien de l'université. L'inadéquation du service d'accueil avait été vite reconnue et dénoncée par les étudiants étrangers, qui avaient réalisé, comme l'étudiant haïtien Marc Romulus, qu'«un bureau d'accueil pour les étrangers sans les étrangers n'a pas de sens».¹⁸

En quelque sorte, le succès du service dépendait largement de l'étudiant responsable de l'accueil. Alors qu'à l'UofT, Kay Riddell avouait avoir eu besoin de nombreuses années ponctuées de recherches, de tâtonnements et de prises de conscience pour incarner son rôle de *foreign students advisor*,¹⁹ l'UdeM s'en remettait à un étudiant sans expérience dans le domaine. Pour envenimer les choses, l'étudiant en question durant les premières années, Pierre Meunier, n'était pas apprécié par les étudiants étrangers, qui lui reprochaient son paternalisme. Les bonnes intentions du service ne pouvaient guère colmater la brèche qui s'était creusée entre l'administration et les étudiants étrangers, d'une part, et entre les moyens et les fins, d'autre part. Si Meunier lui-même écrivait que le service n'était pas «l'affaire d'un <bonjour> à l'aérogare, mais d'une attention constante de la part de l'ensemble des étudiants»,²⁰ cette attention ne pouvait guère, sans lieux propres, mûrir et s'intensifier. L'entreprise reposait alors lourdement sur les épaules d'un ou deux individus qui n'étaient pas portés, faute d'un espace non administratif à investir, à déborder leur rôle de pourvoyeurs de services.

Ainsi limité et bureaucratisé, le service d'accueil laissait cependant, par défaut, beaucoup de place à Cosmopolis. Si l'association ne pouvait manifestement pas s'occuper de la logistique relevant de l'accueil des étudiants étrangers, elle était le pont évident entre eux, le monde universitaire et certains groupes, tels que les associations nationales, situés à Montréal. Il est significatif qu'après trois ans d'activités du service d'accueil, en 1967, Cosmopolis, qui tenait encore ses réunions à la cafétéria, fût considéré comme l'organisation ressource pour les étudiants étrangers à l'intérieur et à l'extérieur de l'université. Fort de cette présence, Cosmopolis proclamait que son «but [était] d'accueillir les étudiants étrangers, d'assurer la défense de leurs intérêts, de les unir pour qu'ils s'entraident». On parlait aussi de créer des ponts avec le campus et la société et de «propager l'esprit international dans divers milieux canadiens».²¹

La présence d'un service d'accueil rapidement décrédibilisé a eu pour effet de confirmer, pour plusieurs étudiants étrangers, la nécessité d'établir une maison internationale. En 1966, le vice-recteur Lionel Lemay s'était confié au recteur Roger Gaudry sur cette question, admettant d'emblée: «[J]e suis opposé aux maisons internationales, comme on en trouve, par exemple, à New York, à Chicago ou à Toronto.»²² Il témoignait par là d'une méconnaissance des différences entre ces maisons, notamment la présence de résidences dans celle de New York et leur absence dans celle de Toronto – qui ne portait d'ailleurs pas le titre de

maison internationale. Cette différence était importante, puisque le FROS, qui s'opposait à la construction de résidences destinées aux seuls étudiants étrangers, s'était largement défini contre ce qui était perçu comme le danger d'une réclusion des étudiants au sein d'une microsociété. Ce danger d'isolement des étudiants étrangers, qui était énoncé à toute occasion un peu partout en Amérique du Nord – où la diffusion des «valeurs canadiennes» ou de l'*American way of life* étaient des armes de guerre froide –, trahissait une véritable obsession de la part des responsables pour une insertion réussie dans la vie canadienne. Lionel Lemay considérait que les étudiants étrangers étaient doublement menacés par l'isolement: ici à travers une nostalgie dévorante et là par l'instinct de clan. Il avertissait: une maison trop «grande» risque de «créer des foyers de dissension ou, le plus souvent, de nostalgie collective, de mécontentement parfois explosif et de critique le plus souvent corrosive». ²³ La nostalgie d'un solitaire ou d'un petit groupe apparaît inoffensive, mais la nostalgie collective, elle, est inquiétante. Ce passage en dit long sur le peu d'agentivité accordée à l'étudiant étranger, représenté soit comme isolé et vulnérable, soit comme prompt, une fois en groupe, aux dérivés. Lemay actualisait ici la vieille opposition entre la raison occidentale et ses *autres*, «explosifs» et davantage sujets à l'irrationalité. ²⁴

Cette approche méfiante et passéiste accompagnait toutefois un discours positif qui faisait des étudiants étrangers des faire-valoir internationaux, mais de façon abstraite, sans prendre en compte leur diversité et leurs besoins. A l'intérieur de Cosmopolis, pourtant, on soulignait constamment qu'il «n'y a pas une seule université qui ne possède pas un local où les étudiants étrangers pourraient se rencontrer, un genre de maison internationale». ²⁵ Certains avaient même esquissé un projet de «Maison des Etudiants étrangers» en faisant des démarches auprès de l'International House Association à New York. ²⁶ Non seulement les étudiants étrangers connaissaient leurs besoins, mais ils savaient également les articuler avec ceux de la communauté étudiante élargie, comme je le montrerai plus loin.

S'appropriier l'espace

Si la reconnaissance d'une contribution, actuelle ou future, propre aux étudiants étrangers, n'allait pas de soi à l'UdeM, elle était au contraire facilitée à l'UofT, où le FROS cherchait à impliquer les étudiants et à intéresser les locaux à ses activités. Cette posture s'était confirmée au cours du long processus de création de l'International Student Centre (ISC), qui s'était étalé de 1960 à 1966. Largement subventionné par les clubs Rotary de Toronto, le ISC avait également bénéficié de l'appui financier des étudiants étrangers, notamment l'orchestre Steel Band du FROS, qui avait amassé 6000 dollars pour le projet. Les nombreux voyages

de Riddell dans les maisons internationales d'Europe et d'Amérique du Nord lui avaient déjà inspiré plusieurs idées à cet égard, dont celle d'intégrer espaces organisationnels et espaces de vie. Dans l'ISC, en plus de multiples salles, cuisine, salon, studio de musique, etc., on retrouvait, au second étage, les bureaux d'associations impliquées sur le plan de la collaboration internationale.²⁷

L'importance accordée à cette organicité n'était pas anodine; elle faisait partie non seulement du roulement quotidien du FROS, mais également de son socle narratif. En effet, cette occupation sous la forme d'un enracinement dans l'espace physique était au cœur des récits du FROS. Ceux-ci n'étaient cependant pas imposés par en haut, mais plutôt «infusés» à travers les interactions, les récapitulatifs et les délibérations liées au passé et au futur de l'organisation. Chaque fois que le FROS avait changé de domicile, c'est-à-dire presque chaque année depuis 1951, Riddell avait sondé les étudiants (y compris les *alumni*) à l'aide de formulaires et avait utilisé leurs suggestions pour corriger ou étoffer les pratiques du FROS en fonction de ses principes structurants (ambiance informelle, spontanéité, flexibilité, carrefour de rencontres inclusif, proximité des services, milieu de vie organique).

Afin de maximiser le sentiment d'appartenance au lieu, responsables et étudiants avaient organisé des soirées où des membres de la communauté qui avaient eux-mêmes accueilli – ou qui étaient susceptibles d'accueillir – des étudiants étrangers, étaient considérés comme les invités de ces derniers: “[S]ince you may have enjoyed the hospitality of Canadian friends in their homes, we felt that you might welcome the opportunity of entertaining them at your Centre which we hope you look upon as your ‘home away from home’.”²⁸ En interchangeant ainsi les rôles, le FROS cherchait à déconstruire la représentation de l'étudiant étranger comme réceptacle passif des bons sentiments charitables des Canadiens, dont l'attitude était souvent empreinte de paternalisme et, à l'occasion, d'un racisme plus ou moins larvé.²⁹

À l'UdeM, la dynamique entre hôtes et invités suscitait des débats bien différents. J'ai mentionné que Cosmopolis avait construit son identité et déployé son rôle en fonction de rapports souvent tumultueux avec l'AGEUM et l'administration. Alors que le FROS était parvenu, en quelque sorte, à mandater les étudiants étrangers pour contribuer au service d'accueil et recevoir leurs compères de façon non officielle au sein de son espace privilégié, Cosmopolis avait lutté pour carrément mettre la main sur le service d'accueil, alléguant que personne n'était mieux outillé pour la tâche qu'un étudiant étranger ayant déjà vécu ce cheminement. Cette posture remettait en question le monopole de l'AGEUM sur les affaires étudiantes à l'UdeM, même «internationales», et confirmait la volonté de Cosmopolis de s'affirmer dans l'espace politique étudiant tout en révélant la volonté des étudiants étrangers d'afficher, à l'avenir, leur agentivité. Ces manifestations

et protestations ont graduellement modifié l'attitude de l'AGEUM à l'égard de Cosmopolis, qui a également bénéficié de l'aide du journal étudiant le *Quartier latin* pour se faire entendre et accentuer la pression sur les leaders étudiants locaux. Cette stratégie de médiatisation a notamment mené à un front étudiant uni pour faire pression sur l'administration de l'université, laxiste à l'égard des pratiques discriminatoires dans son propre service de logement.³⁰

Dans leurs démêlées et leurs alliances avec l'association estudiantine locale, les étudiants étrangers révélaient ainsi toute l'importance du récit, axé sur la revendication et l'émancipation, qui s'était constitué au sein de Cosmopolis. L'un des plus énergiques présidents du groupe, le Gabonais Edzodzomo Ela, avait donné toute son ampleur à cette narration en l'extirpant du discours plutôt victimaire de ses prédécesseurs afin de la transformer en récit à la fois valorisant pour les étudiants étrangers et susceptible d'enthousiasmer les locaux. A cet égard, la création d'une maison internationale ne servirait pas seulement, rappelait E. Ela, les étudiants étrangers, mais également les locaux en leur donnant accès à une extraordinaire «antenne internationale», et ce, au moment où le mouvement étudiant est (ou se veut) plus que jamais ouvert sur ce qui se passe ailleurs.³¹

Cette stratégie révélait à quel point Cosmopolis s'était immergé dans l'espace politique étudiant, alors caractérisé par l'idéologie éminemment combative du syndicalisme étudiant. Le groupe s'était en fait approprié la formation discursive de l'AGEUM pour mieux faire valoir ses idées. Alors qu'à Toronto, les étudiants étrangers organisaient d'abord des activités culturelles, Cosmopolis mettait l'accent, malgré un succès très mitigé, sur des activités «propres à l'émancipation des membres».³² Dans son invitation à la «Semaine de l'étudiant étranger», le groupe organisateur cherchait ainsi à «réveiller la conscience étudiante»³³ tandis que l'un de ses membres voulait «apporter [son] modeste concours à l'épanouissement de la classe étudiante».³⁴ *Conscience étudiante, classe étudiante, émancipation*: autant de mots-clefs qui validaient, aux yeux des étudiants locaux, la légitimité du groupe. Mais ce succès relatif dans l'espace symbolique de la politique étudiante correspondait à l'absence de véritables moyens pour participer pleinement à la vie du campus.

La radicalisation du discours des étudiants étrangers à l'UdeM, à partir du milieu des années 1960, révélait également qu'ils étaient partie prenante de la montée du pouvoir étudiant partout dans le monde. Malgré ce qu'on pourrait croire, le FROS/ISC de Toronto n'avait pas échappé à cette vague. A partir de 1967, la vie apparemment harmonieuse du centre allait être bousculée par l'apparition d'un journal: l'*Hibiscus Dawn*. La mouture du journal, volontiers iconoclaste, révélait la volonté des étudiants étrangers de prendre part aux enjeux les plus brûlants de l'époque, de la contestation de la guerre du Vietnam à la contre-culture. Loin de s'en tenir à la narration de l'harmonie entre les cultures, le journal abordait des

thèmes délicats et n'hésitait pas à recourir à l'insolence pour provoquer des débats. Même la très appréciée Kay Riddell avait mis en garde le journal de ne pas aller trop loin. Le média devenait un lieu de débats, par lettres interposées, entre les étudiants locaux et les étudiants étrangers («progressistes» ou «conservateurs»), sur des enjeux comme l'immigration, le racisme au Canada et à l'université ou le Black Power.³⁵ Les étudiants étrangers de l'UofT venaient de découvrir, tardivement comparativement à leurs camarades de Montréal, un nouvel espace où s'affirmer, contester ou braconner les discours qui les environnaient, tout en confrontant les préjugés, les relents de discours néo-colonialistes et les prétentions d'ouverture de certains administrateurs et étudiants locaux.

Résumé

Cet article aborde le thème de l'accueil des étudiants étrangers en croisant les regards et les pratiques de deux acteurs du monde universitaire: les administrations et les étudiants étrangers. Pour compliquer la tâche, deux terrains sont analysés, ceux de l'Université de Montréal et de l'University of Toronto, afin de faire ressortir les différences dans les structures d'accueil mises en place et l'impact de l'accès à différents espaces chez les étudiants étrangers. Il s'agissait de démontrer que loin d'être passifs, ces étudiants utilisent l'espace existant afin de revendiquer une présence et une parole, défendre leurs droits et contribuer de diverses façons à leur milieu universitaire et à la communauté environnante. Les formes que prend cette participation dépendent non seulement des structures déjà en place (maison internationale, locaux, monde associatif, journal étudiant, etc.), mais également des stratégies déployées par les étudiants étrangers pour utiliser les ressources et les modèles accessibles, ou pour pallier leur absence.

Dans le cas de l'Université de Montréal, le minimalisme et l'improvisation du service d'accueil, jumelés à l'absence d'espace physique pour les étudiants étrangers, avaient poussé ceux-ci à conquérir leur place dans le monde universitaire, quitte à se retrouver largement enfermés dans le champ du discours par la suite. Cette fronde s'expliquait également par l'investissement d'un espace symbolique hautement politisé par les étudiants de Cosmopolis, qui avaient adapté selon leurs besoins la posture revendicatrice et autonomiste de l'association étudiante locale (AGEUM) et avaient poussé leurs griefs jusqu'à réclamer la création d'une maison internationale et la mainmise sur le service d'accueil.

À l'University of Toronto, la situation était inversée. Des structures d'accueil bien rodées et un espace physique comme «milieu de vie» avaient favorisé un rapport de proximité, de complicité et de continuité entre le personnel de FROS et les

étudiants, qui se sont graduellement approprié la trame narrative de l'organisation afin de l'incarner dans plusieurs activités à forte teneur culturelle. L'ouverture à un autre espace, symbolique et bientôt politique, celui du journal *Hibiscus Dawn*, avait changé la donne et démarré un épisode, au moment où s'enclenchaient les années 1968, où les étudiants étrangers deviendraient partie prenante de la vague de radicalisation des campus qui allait secouer le Canada.

Notes

- 1 Sur cette exigence, voir Michael Werner, Bénédicte Zimmermann (éd.), «Penser l'histoire croisée: entre empirie et réflexivité», *Annales HSS* 1 (2003), 7–36.
- 2 La littérature sur les étudiants étrangers au Canada est pratiquement inexistante. Sur les discours tenus par les politiciens sur le sujet, voir Dale M. McCartney, «Inventing International Students: Exploring Discourses in International Student Policy Talk, 1945–75», *Historical Studies in Education* (automne 2016), 1–27. Sur les milieux étudiants des deux universités, on consultera: Nicole Neatby, *Carabins ou activistes? L'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme*, Montréal 1997; Jean-Philippe Warren, *Une douce anarchie. Les années 68 au Québec*, Montréal 2008. Pour l'University of Toronto, on consultera: Paul Axelrod, «The University of Toronto Through Historians' Eyes», *Historical Studies in Education* 2 (2002), 299–308; Martin L. Friedman, *The University of Toronto. A History*, Toronto 2012.
- 3 Inspirée du mot anglais *agency*, l'agentivité est la faculté d'action d'un individu, sa capacité à agir sur le monde et à le transformer.
- 4 En 1961–1962, l'on retrouvait approximativement 950 étudiants étrangers à l'University of Toronto contre 400 à l'Université de Montréal. Voir *Students from outside Canada*. Dominion Bureau of Statistics, 1963. L'écart allait se rétrécir tout au long des années 1960.
- 5 En 1966, par exemple, on comptait 107'621 nouveaux immigrants en Ontario contre 39'198 pour le Québec. Cf. Ministère de la main-d'œuvre et de l'immigration, *Statistiques de l'immigration en 1966 au Canada*, Ottawa, 5.
- 6 David Zimmerman, ««Narrow-Minded People»: Canadian Universities and the Academic Refugee Crises, 1933–1941», *Canadian Historical Review* 2 (2007), 291–315.
- 7 Voir Sara Z. Burke, *Seeking the Highest Good. Social Service and Gender at the University of Toronto, 1880–1937*, Toronto 1996.
- 8 University of Toronto Archives (AUT), B93-0020-001, Kay Riddell, *How it All Began*, 1971.
- 9 AUT, A81-0031/008, Overseas Students Reception Services, 1962.
- 10 AUT, A81-0031/011, FROS Leaflet, 1952.
- 11 AUT, A81-0031/006, Observations on Visit to UBC, 1961.
- 12 Catherine Breslin, «In a Strange Land», *Varsity Graduate* 4 (1956).
- 13 AUT, A81-0031/005, Consultation on the future relationship of FROS with university groups [début 1960].
- 14 Voir Pierre Trépanier, «Pax Romana, 1935–1962. Une fenêtre étudiante sur le monde», *Les Cahiers des Dix* 47 (2002), 279–323.
- 15 Catherine Dorlot, «Les amitiés universitaires», *Quartier latin*, 27. 9. 1956, 4.
- 16 Sur l'histoire de l'immigration au Québec, voir Martin Pâquet, *Tracer les marges de la cité. Etranger, immigrant et Etat au Québec, 1627–1981*, Montréal 2005.

- 17 Les Amitiés universitaires, «Réunion», *Quartier latin*, 11. 12. 1958, 10.
- 18 Archives de l'Université de Montréal (AUM), P33/h3,1,2, Enquête sur le service d'accueil.
- 19 AUT, A81-0031/27, Convocation Address, Kay Riddell, 29. 5. 1973.
- 20 AUM, P33/h3,1,10, Lettre de Pierre Meunier à Michel Vaillancourt, 8. 7. 1964.
- 21 AUM, P33/h3,1,9, Programme proposé par Cosmopolis, 1964–1965.
- 22 AUM, D1-937-1, Lettre de Lionel Lemay à Roger Gaudry, 2. 3. 1966.
- 23 Ibid.
- 24 Cette opposition avait été particulièrement influencée, au Québec, par l'action missionnaire, notamment en Haïti. Voir Sean Mills, *Une place au soleil. Haïti, les Haïtiens et le Québec*, Montréal 2016.
- 25 AUM, P33/H2,3,5, Réunion de Cosmopolis, 15. 11. 1961.
- 26 AUM, P33/H2,3,4, Lettre de Nikitas Chrysostom à Guy Garcia, 3. 3. 1960.
- 27 AUT, A81-0031/005, Overseas Alumni, *Newsletter*, été 1968.
- 28 AUT, A81-0031/28, Lettre de Kay Riddell, 13. 3. 1967.
- 29 Sur le discours néocolonialiste tenu par les politiciens à propos des étudiants étrangers, cf. McCartney (voir note 2).
- 30 Voir Daniel Poitras, «Les métèques grondent dans la cité. Les étudiants étrangers face au syndicalisme étudiant au Québec (1954–1968)», *Recherches Sociographiques* 58/3 (2017), 629–658.
- 31 AUM, P33/H2,3,10, Edzodzomo Ela, «Cosmopolis». Sur cette ouverture à l'international, voir Jean Lamarre, «Au service des étudiants et de la nation. L'internationalisation de l'Union générale des étudiants du Québec (1964–1969)», *Bulletin d'histoire politique* 2 (2008), 53–73.
- 32 AUM, P33/B1,1,8, Lettre de démission de Le Van Thanh, 1966.
- 33 Cosmopolis, «Le 27: semaine de l'étudiant étranger», *Quartier latin*, 21. 1. 1964, 2.
- 34 HB, «Etudiant canadien, la semaine de l'étudiant étranger est terminée», *Quartier latin*, 13. 2. 1964, 8.
- 35 AUT, A81-0031/033, *Hibiscus Dawn* 4 (1967).

Zusammenfassung

Raum, «agency» und Aufnahme ausländischer Studenten in Kanada. Montreal und Toronto (1950–1968)

Ich vergleiche in diesem Artikel die Aufnahme ausländischer Studenten an der Universität von Toronto (Ontario) und an der Universität von Montreal (Quebec). Beide sind attraktive Ziele studentischer Mobilität, entwickelten allerdings sehr unterschiedliche Aufnahmestrukturen. Während die ausländischen Studenten an der Universität Toronto seit den 1950er-Jahren Zugang zu Serviceleistungen und – mehr noch – zu besonderen Räumen hatten, fehlte an der Universität Montreal beides. Diese Ungleichheit hat mich dazu geführt, nach der Anpassung der ausländischen Studenten an die jeweilige Situation und vor allem nach der Entfaltung ihrer *agency* in diesen Kontexten zu fragen. Ich behaupte, dass einer der Schlüssel zum Verständnis der beiden unterschiedlichen Wege das Verhältnis der studentischen Gruppen zum «Raum» in seinen sozialen (Interaktion, soziale Schranken), physischen (Gebäude, Orte) und symbolischen (Diskurs) Ausprägungen ist. Ich konzentriere mich besonders auf die Fragen, Debatten und Konflikte, die an die Aufnahme geknüpft waren. Sie gewähren einen privilegierten Zugang zur Untersuchung der Modalitäten der Nutzung von Raum (oder des Diskurses über Raum) durch Verwaltungen und ausländische Studenten.

(Übersetzung: Anja Rathmann-Lutz)